

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

---

**Direction des Archives et de la Documentation**

**COLLECTION DES ARCHIVES ORALES**

**AO44**

**STEPHANE HESSEL**

**(20 octobre 1917 -27 février 2013)**

**Ambassadeur de France**

**Entretien n°2 du 5 novembre 1991**

**Par**

**Maurice Vaisse, professeur à l'Université de Reims,  
et Catherine Oudin, conservateur du patrimoine**

***Monsieur l'ambassadeur, merci d'accepter de nous accorder une deuxième interview. Nous nous étions arrêtés la dernière fois au moment de votre nomination à Alger. Pourriez-vous nous dire dans quelles circonstances est intervenue cette désignation ?***

Nous sommes en 1964. Dans les deux dernières années déjà de mon travail au ministère de l'Éducation nationale, où j'avais la direction de la Coopération, l'Algérie a été naturellement au premier plan de nos préoccupations. Il s'agissait rien moins que de maintenir sur place à Alger le plus de Français possible dans les services que l'Algérie n'avait pas encore eu le temps d'étoffer. En tout premier lieu, l'enseignement. Et comme notre tâche à la direction de la Coopération était justement de trouver des enseignants pour l'Algérie, mais aussi de recaser en France les enseignants qui ne pouvaient ou ne voulaient pas rester en Algérie, j'étais très axé sur l'Algérie.

J'avais été, dans les années qui précédaient 1962 parmi ceux qui pensaient que l'indépendance de l'Algérie était nécessaire et, sans doute souhaitable, même du point de vue français. Je dois dire que je me suis donné beaucoup de mal pour être nommé à Alger. Cela n'était vraiment pas évident. À Alger, il y avait comme ambassadeur d'abord Jean-Marcel Jeanneney, à qui j'avais fait une petite visite, mais qui n'avait pas de poste pour moi. Et il y avait ensuite Georges Gorce, qui était un camarade de l'École normale supérieure, que je connaissais bien, que j'aimais beaucoup. Il avait également auprès de lui Philippe Rebeyrol comme conseiller pour les affaires culturelles et de coopération technique. C'est donc en leur demandant à l'un et à l'autre de bien vouloir me trouver une place là-bas que j'ai fini par obtenir un poste. Poste qui n'était pas glorieux puisque dans les premiers mois ou dans la première année à Alger, j'étais chargé, sous l'autorité de Philippe Rebeyrol qui coiffait l'ensemble de la coopération culturelle et technique, de prendre simplement la coopération technique. Ce qui voulait dire pratiquement tout ce que nous faisons pour l'Algérie, hors l'enseignement et les problèmes proprement culturels qui relevaient de lui. Puis, assez vite, au bout d'un an, lui est devenu ministre conseiller, et j'ai pris sa succession. Trois ans plus tard, il est parti comme ambassadeur au Cameroun et j'ai à nouveau pris sa succession comme ministre conseiller.

Ce qui veut dire que j'ai passé cinq années, de 1964 à 1969, dans des postes voisins les uns des autres, où l'essentiel était de renforcer une amitié encore difficile entre les Algériens et les Français. Cela n'était pas le plus difficile mais entre le gouvernement algérien et le gouvernement français, ça l'était davantage. Nos interlocuteurs algériens étaient des gens qui connaissaient admirablement les détails de la politique intérieure française, qui savaient ce que l'on pouvait attendre de tel parti ou de tel autre, puisque tous avaient passé une bonne partie de leur vie en France. Ils avaient à l'égard du gouvernement français le soupçon tout à fait naturel de gens qui avaient pendant des années essayé d'obtenir une négociation sans y arriver. Donc, tout ce que nous leur apportions et dont ils avaient bien besoin parce que le pays manquait furieusement de cadres, d'enseignants et de crédits, et d'acquéreurs pour leurs hydrocarbures, ils avaient vraiment besoin de nous. Mais chaque fois qu'on leur proposait quelque chose, ils se demandaient si ça n'était pas une façon de reprendre de l'ascendant. Je disais toujours à mes amis algériens : dans le privé, vous avez la possibilité de nous dire que vous aimez bien la France, que vous avez été heureux à Paris, que vous avez beaucoup d'amis français, mais si vous le disiez en public, votre carrière politique serait fichue. C'était très intéressant, c'est une des périodes de ma vie que j'ai le plus aimée parce que c'était une occasion de vérifier l'importance justement des relations humaines. On pouvait faire beaucoup à condition d'avoir, vis-à-vis des Algériens, de la compréhension pour leurs difficultés, pas trop de nervosité quand ils étaient insupportables, comme ça leur arrivait assez souvent, et la

conviction qu'à force d'insister sur tout ce qu'il y avait de positif, on finirait par avoir une relation franco-algérienne intéressante. Voilà si vous voulez, en gros, cette période.

À mon arrivée, il y avait encore 23000 coopérants français en Algérie. À mon départ, il en restait 6000 ou 6500. C'était donc encore une fois, un peu comme au Vietnam quelques années avant, une opération de désengagement. Ce n'est pas forcément le plus amusant, mais à condition de le prendre comme un défi, un enjeu, c'était évidemment quelque chose de très passionnant. J'avais la chance d'avoir ma famille avec moi dans de très agréables résidences, car à Alger, la France avait gardé plusieurs très belles villas où logeaient l'ambassadeur, le ministre conseiller, le conseiller culturel, etc. Et de recevoir constamment de France de nouveaux coopérants, beaucoup d'entre eux venant faire leur service militaire en coopération. Sous ce sigle, que Monsieur de Broglie avait lancé quand il était ministre chargé de l'Algérie, qui était les VSN, VSNA, les gens qui faisaient leur service national comme volontaires de la Coopération. Par exemple, les jeunes de l'École nationale d'Administration sont venus en grand nombre. Ça a été une fois de plus un contact pour moi avec les futurs énarques ou les jeunes énarques qui venaient travailler là. Je les recevais, c'était un peu mon rôle, lorsqu'ils arrivaient à Alger. J'avais pour me seconder le merveilleux colonel Armish<sup>1</sup> qui est malheureusement mort il y a quelques années maintenant, et avait une affection sans borne pour ces jeunes, "nos jeunes" qui venaient servir l'Algérie. Lui faisait tout ce qu'il fallait pour les recevoir, et moi, je leur parlais, je leur expliquais les difficultés de l'Algérie, je discutais avec eux de la façon de les insérer dans le dispositif.

***Vous disiez que vous vous trouviez face à des coopérants, soit civils, soit dans le cadre du service national actif. Pourtant, les conditions de travail et le statut même des coopérants a pendant très longtemps été difficile en Algérie. Cela n'a pas freiné ce courant.***

Il y avait deux choses assez différentes. La difficulté de trouver des enseignants dont les Algériens avaient besoin, des enseignants bons professionnels : les agrégés, les professeurs d'université. Pas tellement à cause des traitements, qui étaient assez conséquents, assez corrects, mais à cause des conditions de travail naturellement. Beaucoup de ceux qui étaient en Algérie depuis longtemps ne voulaient pas rester. Beaucoup d'entre eux avaient été très "Algérie française" et ne se sentaient plus bien dans l'Algérie indépendante. Il fallait les remplacer. Certains des meilleurs, d'ailleurs, sont restés. Je pourrais vous raconter beaucoup d'histoires sur des Français qui ont fait cette transition difficile, de colonisateur à coopérant, qui ont été les animateurs du nouvel enseignement supérieur algérien, pour ne citer que mon camarade de l'École normale supérieure, André Mandouze<sup>2</sup>, qui a accepté d'être le premier recteur de l'université d'Alger, tout de suite en 1962, après l'indépendance, et que j'ai retrouvé avec beaucoup de plaisir. Il avait une telle réputation, il s'était beaucoup engagé pour la lutte du FLN, il avait même été mis en prison pour cela brièvement par le gouvernement français, il avait une telle réputation en Algérie que quand on avait une difficulté quelconque quelque part, il suffisait de dire « je suis un grand ami d'André Mandouze » pour que : "alors, par ici, naturellement"... Donc, des difficultés oui, il y en avait.

Moins pour les VSNA parce que, pour les jeunes Français, faire leur service militaire en Algérie, dans des conditions qui n'étaient pas mauvaises, c'étaient de tout petits traitements,

---

<sup>1</sup> Orthographe à vérifier

<sup>2</sup> André Mandouze, né à Bordeaux le 10 juin 1916 et mort à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), le 5 juin 2006, est un historien, universitaire et journaliste catholique, militant de l'antifascisme et de l'anticolonialisme<sup>1</sup>.

mais en même temps, c'était une vie quand même plus agréable qu'à la caserne. C'était un travail souvent très intéressant car on les mettait souvent comme assistant direct de tel ou tel ministre algérien, ou directeur de tel ou tel ministère, ou alors dans l'enseignement. Cela leur donnait par conséquent des satisfactions de travail.

Les Algériens devenaient de plus en plus difficiles dans leurs demandes vis-à-vis de la France. Au début, ils acceptaient ce qu'on leur proposait, ils gardaient ceux qui étaient là. Mais peu à peu, ils avaient le sentiment que nous leur offrions du rabais, et notamment les VSN qu'ils jugeaient à juste titre comme des non professionnels. C'étaient des jeunes, ils avaient des diplômes, mais ils n'avaient pas forcément d'expérience professionnelle. Tous les ans, il y avait ces commissions au cours desquelles ils nous présentaient leurs demandes : il nous faut tant d'agrégés de mathématiques, tant de ceci, tant de capésiens, etc., et nous leur disions : désolés, il n'y a pas de volontaire... Nous ne faisons appel qu'à des volontaires. Par conséquent, tout ce qu'on peut vous donner, ce sont des VSN. Alors, ils n'étaient pas très contents, mais ils finissaient quand même par accepter.

### *Qu'est-ce qui poussait un jeune à choisir l'Algérie pour faire son service national actif ?*

C'était, il faut bien le dire, un peu le deuxième ou troisième choix. C'était quand on ne trouvait pas de poste, pour la plupart. Il y a toujours eu en Algérie pendant cette période ce qu'on appelait des "pieds rouges", c'est-à-dire des Français qui avaient été proches de la révolution algérienne. Souvenez-vous, 1964, 1965. En 1965, il y a eu le changement de président, Boumédiène a pris la succession de Ben Bella, mais pendant la période Ben Bella, et même le début de la période Boumédiène, l'Algérie était quand même pour beaucoup de Français, le pays du tiers-monde qui faisait la vraie grande révolution. Les tiers-mondistes, qui ont toujours existé, heureusement d'ailleurs parce que c'est quand même une vocation positive, même s'il y a des exagérations, eux, venaient volontiers. Les Algériens n'y tenaient pas tellement, ils ne tenaient pas tellement à avoir des hommes et des femmes trop engagés politiquement parce que la proximité entre Algériens et Français étaient, et l'est encore aujourd'hui bien qu'on ne s'en rende pas toujours compte... tout Algérien était en même temps un militant dans un parti politique français, de cœur au moins, et tout Français dans un parti politique algérien. Alors les Algériens ne tenaient pas tellement à ce que ces gens leur expliquent combien la révolution était importante et prodigieuse. Ils aimaient mieux de bons professionnels.

Les bons professionnels, à l'époque, choisissaient en premier lieu, généralement, des postes comme l'Angleterre, l'Italie, les grands postes européens et les États-Unis. En deuxième lieu, le Maroc et la Tunisie qui avaient une cote importante auprès des enseignants, et où d'ailleurs les enseignants français étaient et sont toujours très bien accueillis. En troisième lieu, souvent certains pays d'Afrique noire : Dakar, Abidjan, parce que là aussi, on avait le sentiment que les conditions de travail étaient faciles. On était là aussi très chaleureusement accueillis. Peut-être un peu moins au Mali, au Niger ou au Burkina-Faso, à l'époque c'était la Haute-Volta, pas parce qu'on n'était pas bien accueillis, mais parce que les conditions de travail n'y étaient quand même pas aussi intéressantes. Alors l'Algérie venait un peu en dernier lieu, sauf pour quelques fanatiques. Pour les autres, quand il n'y avait plus de poste ailleurs, on prenait l'Algérie. Le résultat d'ailleurs, c'est que les coopérants français en Algérie, il y aurait une longue histoire à faire et elle sera je pense faite un jour sur ce qu'a été ce travail de coopération, les syndicats d'enseignants qui ont travaillé, qui ont été très actifs en Algérie, qui réclamaient des satisfactions du côté français où ils trouvaient les conditions de rémunération

insuffisantes, du côté algérien où ils trouvaient les conditions de travail difficiles. Nous avons constamment des discussions avec les syndicalistes enseignants. J'ai eu, par la force des choses, beaucoup de contacts avec des professeurs, notamment, et je suis resté très ami de beaucoup de ces professeurs. Un nombre considérable d'enseignants, de professeurs du supérieur par la suite ont fait des carrières intéressantes en France, je pense à quelqu'un comme Borella que vous connaissez peut-être, ou Jean Lecas, ils ont fait une partie de leur carrière d'enseignant en Algérie et en ont gardé je crois dans l'ensemble, à la fois le souvenir d'une période intéressante de leur vie, et, en même temps le souvenir de difficultés croissantes dues notamment à l'arabisation rapide de l'enseignement.

Sur cette période algérienne, il y aurait naturellement beaucoup à en dire. Au point de vue proprement diplomatique, je n'ai donc été dans l'ensemble diplomatique proprement dit que les deux dernières années où j'ai eu successivement comme ambassadeur Pierre Deleuze, dont j'ai été le ministre conseiller à partir du départ de Philippe Rebeyrol, et puis j'ai été chargé d'affaires pendant quelque temps entre Pierre Deleuze et Jean Basdevant avec qui je suis resté un an avec comme ministre conseiller. Le côté diplomatique, en Algérie, était intéressant puisque nous étions évidemment l'ambassade la plus importante. En Algérie, il y avait beaucoup de représentations. Les Américains ont eu une période où leurs relations diplomatiques avec l'Algérie étaient rompues, et ce sont les Suisses qui servaient leurs intérêts. J'ai eu des collègues merveilleux, Anglais, Suisses, quelquefois Américains, j'en ai retrouvés certains que j'avais connus au Vietnam. C'est une longue période, cinq années.

Pour moi, c'est surtout une année de négociation avec l'Algérie, les Algériens. J'avais comme interlocuteur principal au ministère des Affaires étrangères, un homme qui s'appelle Djamel Bouhou<sup>3</sup> qui était chargé des Affaires françaises. J'ai discuté avec lui, il avait deux collaborateurs très sympathiques, Hadad et Hadja Haddi, avec lesquels on travaillait beaucoup. Bouhou était un interlocuteur difficile, il a été ambassadeur à Paris quelques années plus tard, après avoir été ambassadeur au Canada. Il a été ministre de la Santé en Algérie. C'est quelqu'un avec lequel j'ai eu une amitié très forte, très sincère, et en même temps des négociations très difficiles. Il connaissait très bien les possibilités côté français, et il ne se laissait pas facilement convaincre. Je me souviens par exemple d'une soirée que nous avons passée chez moi. C'était son anniversaire et nous étions en train de négocier une convention sur la main-d'œuvre, ce n'était pas l'une des plus faciles. Sur le coup de minuit, il m'a dit : "écoutez, maintenant ou je continue à boire et on reste jusqu'à 4h du matin, ou je m'en vais tout de suite". Je lui ai dit : vous restez, naturellement. Et effectivement, il est parti dans un état assez avancé d'ébriété, mais n'ayant rien lâché sur le fond.

***Vous avez participé aussi à la négociation de la Convention de coopération culturelle et technique. J'imagine que ça a été une négociation très dure et, en plus, dans une ambiance particulièrement tendue puisque c'est aussi la période où on renégociait le contentieux sur les dettes publiques, où on a conclu les accords pétroliers mais il y avait des problèmes***

---

<sup>3</sup> Djamel-Eddine Houhou né le 23 octobre 1934 à Biskra est un diplomate et homme politique algérien. Etudiant en économie à Lausanne, il rejoint le FLN en 1956. Il sera l'un des dirigeants de l'UGEMA avant de rejoindre le gouvernement provisoire (GPRA) à Tunis pour occuper plusieurs fonctions au sein du département des affaires étrangères dont il assurera un temps l'intérim du secrétariat général. Dès l'indépendance en 1962 il rejoint l'administration du ministère des Affaires étrangères avec le rang de ministre plénipotentiaire et occupera d'abord le poste de directeur des Affaires françaises

***pour l'exécution des accords sur le vin. Comment s'est passée cette négociation sur la coopération technique et culturelle ?***

Je dirais que quand même, de toutes celles que vous avez évoquées, ça a été plutôt la plus facile parce que là, les besoins de l'Algérie étaient évidents. Nous étions en position de leur dire oui ou non et d'obtenir quand même quelques conditions plus favorables pour nos coopérants, par exemple pour les voitures, les possibilités de logement, etc. C'est cela que nous négocions. Alors que l'accord sur les Archives a été horrible et n'a été résolu que beaucoup d'années plus tard. Naturellement, l'accord le plus important était l'accord pétrolier. Olivier Wormser qui dirigeait la délégation, a fait une négociation que les Algériens eux-mêmes ont trouvée très brillante. Ils me disaient : « Wormser est extraordinaire, nous avons l'impression d'avoir obtenu tout ce que nous voulions et quand on regarde le résultat, on voit qu'on a cédé sur l'essentiel. » Ce n'était peut-être pas vrai, mais c'est ce qu'ils disaient volontiers.

Sur la coopération culturelle et technique, la difficulté était essentiellement d'obtenir en effet des facilités pour les coopérants, facilités de se syndiquer, de s'associer, d'avoir des transferts de leur traitement en quantité suffisante. J'avais comme interlocuteur le directeur général de la Fonction publique avec lequel on pouvait négocier assez intelligemment. Mais ce n'était pas une négociation difficile. La négociation main-d'œuvre l'était plus. La négociation sur le vin dans les débuts était très dure. Les soviétiques qui étaient présents, faisaient constamment pression et obtenaient finalement des achats de vin importants. Je dirais que le climat n'était jamais au sourire absolu, on était plutôt tendu, mais à côté de la tension au cours des débats, il y avait toujours une très grande chaleur dans les relations personnelles. Un homme qui a joué un rôle très important dans cette période, c'est Claude Cheysson puisqu'il a été le directeur général de l'Office de coopération industrielle. Il y avait un président algérien, un directeur général français. Cheysson, que je connaissais déjà bien, nous nous étions déjà rencontrés dans d'autres occasions, était un ami très proche. On se voyait beaucoup et il a joué un rôle énorme dans le rapprochement entre grandes institutions algériennes et institutions françaises. Malheureusement, l'Algérie a pratiqué une politique d'industrie industrialisante, comme on disait. C'était la thèse de l'économiste français, Gérard de Bernis, qui avait pas mal d'influence. Eux-mêmes pensaient la même chose. C'est une politique qui a été assez mauvaise puisqu'ils ont beaucoup négligé l'agriculture. Nous essayions de leur fournir et nous leur avons fourni d'ailleurs, des spécialistes, des agronomes, mais ils ne mettaient pas assez de crédits là-dessus.

Ce qui est merveilleux en Algérie, quand on a le poste que j'avais, c'est de pouvoir circuler à travers le pays, puisque nous avions des coopérants un peu partout, y compris naturellement dans les oasis, à l'est, à l'ouest du pays. J'ai énormément voyagé en Algérie, j'ai bien vu l'Algérie et j'ai rencontré un peu partout des coopérants français et des responsables.

***En ce qui concerne la coopération technique, vous disiez que l'effort français a porté entre autres et principalement sur l'agriculture. Est-ce qu'on avait un intérêt particulier dans la reconversion des activités agricoles ? Les Algériens nous accusaient de leur avoir laissé une agriculture de type coloniale. Est-ce que c'est pour ça qu'on a investi davantage sur le domaine agricole, alors qu'en fait, dans le domaine industriel, on a l'impression qu'il y a peu de coopération entre l'Algérie et la France, au point de vue formation technique ?***

Pour l'agriculture, ce que les Algériens ont fait et qui était un peu quand même l'imitation du modèle soviétique, c'est de faire de la collectivisation. Or, la démonstration a été faite abondamment maintenant, mais elle l'était déjà à l'époque, ce n'est pas ça qui permet des rendements. C'était le socialisme algérien qui se voulait finalement assez influencé par l'Union soviétique. Notamment en matière d'industrie, ils pensaient qu'ils pourraient, comme l'Union soviétique, avoir assez vite une grande industrie lourde. L'OCI de Cheysson, qui souhaitait au contraire favoriser des industries plus légères, était gêné par cette politique algérienne d'industrialisation lourde. En matière agricole, on n'a pas pu faire grand-chose. Nous étions accusés de ne plus acheter de vin. Par conséquent, comme une bonne partie des terres algériennes étaient plantées de vignes, ça les gênait beaucoup. Ils ont essayé de faire de la reconversion, de l'arrachage, mais il y avait peu de bons agriculteurs, de bons exploitants agricoles. Il ne faut pas oublier que pendant la colonisation, les Algériens étaient généralement des ouvriers agricoles et pas des exploitants. Bien entendu, c'étaient les Français qui avaient les grands domaines, ces grands domaines avaient des rendements remarquables, mais il n'y avait pas d'Algériens pour les reprendre. Ça a été un des gros échecs de l'Algérie, ils n'ont plus eu d'autosuffisance alimentaire, alors qu'à l'origine, c'était un pays qui se nourrissait lui-même.

En revanche, ce que nous avons essayé de faire et qui a quand même donné quelques résultats, c'est de la formation dans les écoles d'ingénieurs. L'école d'ingénieurs de Larache a été très fortement aidée par la France. Il y a eu un Institut algérien du pétrole qui a été un enfant très fortement aidé par l'Institut français du pétrole. Il y a eu des Instituts de technologie agricole (ITA), également encadrés par des Français. La Société nationale de sidérurgie (SNS) a été également fortement aidée par la France. On a fait ce qu'on a pu pour former des cadres industriels et techniques. Mais entrepreneurs, les Algériens n'étaient pas très bien préparés à devenir entrepreneurs et cela continue encore aujourd'hui. Ils manquent encore aujourd'hui furieusement de cette espèce d'entreprise de risques privée. Tout ça était très étatisé, c'étaient des sociétés nationales. Il n'y avait pas vraiment de politique française sur l'économie algérienne, ce n'était pas notre rôle, ou en tout cas, nous ne le ressentions pas comme notre rôle. Les Algériens étaient très sûrs de ce qu'ils voulaient faire, ils nous demandaient de l'aide pour ce qu'ils voulaient faire, mais ils ne nous consultaient pas beaucoup sur les options qui pouvaient se présenter à eux.

Toutefois, il y a eu alors des exemples très intéressants de bonne coopération. Un des hommes qui a le plus, le mieux travaillé en Algérie, c'est René Lenoir, l'actuel directeur de l'École nationale d'Administration. Il était à l'époque aux Finances. Il a fait une succession de missions courtes, ce qui était de plus en plus la bonne chose. Avoir des coopérants à demeure en Algérie, qui faisaient fonction de directeur de travaux publics ou de directeur de l'agriculture, ce n'était pas tellement bon. Il fallait sans doute le faire quelque temps, mais il aurait fallu assez vite dégager et laisser ces responsabilités aux Algériens. En revanche, Lenoir venait passer quinze jours au ministère des Finances, il discutait avec le responsable algérien qui lui expliquait ce qu'il était en train de faire. Il donnait quelques conseils, proposait des solutions et il repartait. Il n'était pas gênant. Au contraire, il a été très utile. Je crois que beaucoup des côtés positifs de l'administration des finances algériennes, qui est finalement parmi les administrations algériennes, l'une des meilleures, doit quelque chose à René Lenoir. D'autres comme lui ont essayé de faire cela, mais naturellement, comme en Afrique noire, c'est toujours la même chose, il y a les Français qui s'accrochent, qui ont un poste, qui sont bien vus parce qu'ils sont bien gentils avec leur supérieur hiérarchique africain ou algérien, qui disent : on ne va pas laisser partir ce vieux untel, il est là depuis quinze ans. On va le garder. Alors qu'il n'a plus d'utilité réelle. Et nous avons beaucoup de mal. Philippe Rebeyrol qui s'est longtemps occupé de ces problèmes, a établi une règle des six ans qui a été

très mal vue par les enseignants français en coopération, estimant qu'on les empêchait de faire leur carrière, mais qui était très utile pour pouvoir renouveler un peu cette coopération.

***Lorsque l'on négociait avec les Algériens, en cas de difficulté, est-ce qu'on était toujours sûr d'être soutenu par le pouvoir politique en France ?***

Je n'ai pas de souvenir de difficultés réelles rencontrées. On a toujours des difficultés avec les finances, bien entendu. Dès qu'on essaie d'obtenir quelque chose, c'est une petite lutte. Nous avions quand même, pendant plusieurs années, un ministère des Affaires algériennes, qui se défendait assez bien à Paris, avant que ça ne soit repris par le département. Soutenu, oui. Je crois que les principales difficultés que j'ai éprouvées personnellement, je crois que j'en ai déjà dit un mot dans notre dernière conversation, quand j'étais à la coopération, c'est d'accepter que viennent en Algérie des gens qui n'étaient pas forcément bien vus par le gouvernement français. Parce que c'était des militants, des gauchistes qui, en Algérie, avaient quand même un rôle utile à jouer, mais les détacher alors qu'ils avaient été mêlés à des problèmes de résistance contre la politique française. Dans les 121 par exemple, il y a eu tout un mouvement parmi les enseignants contre la politique algérienne de la France. Ces gens-là, une fois l'Algérie indépendante, ou le Maroc indépendant, étaient contents de venir y travailler, et quelquefois, le gouvernement français disait : non, pas ceux-là, ils nous ont fait assez d'ennuis avant. Là, il fallait se battre un peu, mais en général, quand on insistait, on obtenait. Non, je ne peux pas dire que j'ai ressenti des problèmes sérieux entre l'ambassade à Alger et le ministère français, que ce soit le ministère de l'Algérie ou le département.

***Lorsque des négociations bloquaient, les Algériens n'avaient pas la tentation d'en appeler au président de la République, par exemple, pour essayer de débloquer et de faire pencher la balance de leur côté ?***

Pendant que j'étais là-bas, c'était la période du général de Gaulle. Les Algériens n'en avaient pas gardé un tellement bon souvenir parce qu'il avait quand même mis beaucoup de temps à changer de politique vis-à-vis de l'Algérie. En appeler au général de Gaulle, je crois qu'ils ne l'auraient pas volontiers fait. S'ils avaient pu naturellement influencer au-delà de l'ambassade, ils l'auraient volontiers fait, parce qu'ils étaient tout prêts à trouver des cheminements autres que le cheminement hiérarchique normal, diplomatique, mais dans mon souvenir, ça ne s'est pas produit. Je dirais que c'est tout à fait différent de ce qui s'est passé vis-à-vis des chefs d'État africains qui, eux, avaient une tentation forte d'en appeler au chef de l'État, quel qu'il soit, que ce soit le général de Gaulle ou le président Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, chaque fois que sur le plan direct ils avaient rencontré des difficultés.

Les Algériens, non, pas vraiment. Ils n'avaient pas tellement d'emprise sur l'Élysée, pas non plus sur Matignon. Au moins dans la période où j'étais là-bas, ils faisaient plus confiance à l'ambassade. Au fond, les ambassadeurs étaient très populaires. Gorce a été très populaire en Algérie. Il a passé pour un ambassadeur qui comprenait les Algériens. Pierre Deleuze a été accueilli avec énormément d'amitié parce que c'était effectivement un ambassadeur très clair, très net. Quand il disait non, c'était vraiment non. Ce n'était pas un manœuvrier du tout, c'était un homme de grand honneur, il était apprécié à cet égard. Basdevant a eu plus de mal. C'est un ambassadeur rigoureux aussi, mais quelquefois un peu sec. Voilà !

*Si je puis me permettre, une étude qui a été faite sur l'application des accords d'Évian montre que le général de Gaulle a été extrêmement indulgent à l'égard des Algériens et des accrocs aux accords d'Évian des Algériens. Je me rappelle très bien le passage où ma collègue, spécialiste de l'Algérie, explique que chaque fois que le général de Gaulle est en présence d'un contentieux quelconque, il a tendance à donner sa bénédiction, il semble céder aux pressions des Algériens. Évidemment, vous avez vu le côté non diplomatique, politique de l'affaire, mais vous étiez tout de même dans le bain. Quand on est à Alger, on ne peut pas faire autrement que d'être dans le bain. Donc, est-ce que ceci va à l'encontre de ce que vous pensez ?*

Non. Je dirais qu'il faut distinguer les deux premières années de l'indépendance algérienne où il y avait encore des gens en France, peut-être même en Algérie, qui pensaient que les accords d'Évian pouvaient s'appliquer et qui constataient avec regret ou amertume qu'ils ne s'appliquaient pas. Et là, ce que vous dites est tout à fait juste, le Général qui avait en somme peu à peu cédé du terrain tenait à avoir de bonnes relations avec le gouvernement algérien, et par conséquent, cédait sur des points importants vis-à-vis des accords d'Évian, c'est-à-dire la possibilité pour des Français de transférer ou de ne pas transférer, de sortir ou de ne pas sortir, des problèmes de logement qui étaient très importants, les problèmes militaires. Sur tout cela, c'est vrai que chaque fois que les Algériens insistaient beaucoup et qu'on aurait pu dire « mais c'est contraire aux accords d'Évian », on disait « cédon à l'envie ». Quand je suis arrivé, cette phase était déjà largement passée, et au fond, je n'ai pas le souvenir...

Prenons par exemple la négociation pétrolière. Il n'y a pas eu de coup de pouce du côté du Général pour accepter des conditions que les négociateurs en titre n'auraient pas voulu accepter. Je pense que s'il y avait eu un drame quelconque à un moment donné. Par exemple, je sais qu'il y a eu des exécutions faites par le gouvernement algérien de gens qui avaient la nationalité française, ça aurait pu conduire à des drames. Sans doute dans des situations comme celle-là, le pouvoir politique en France, que ce soit le chef de l'État lui-même ou les ministres, faisait un effort pour ne pas rompre. On n'a jamais voulu rompre. Ce qui implique naturellement des concessions. Mais encore une fois, je crois que c'est plutôt parce que l'ambassade expliquait que sur tel ou tel point, il fallait vraiment céder. En gros, voilà mon sentiment. Mais sur ce que vous dites, il est tout à fait juste que dans les premières années, et notamment la fin de l'année 1962, que je n'ai pas connue à Alger, mais dont des gens comme Philippe Rebeyrol m'ont beaucoup parlé, alors là, évidemment des atteintes à ce qui avait été en principe convenu à Évian, ont été nombreuses et n'ont cependant pas entraîné des désengagements français. Ou du moins, ont quand même entraîné un désengagement français et notre politique vis-à-vis de l'Algérie n'a jamais été, à aucun moment, aussi positive, constructive, qu'elle aurait pu l'être parce qu'il y avait quand même cette déception.

*Merci. Je crois que c'était un point important que ce témoignage sur l'Algérie indépendante, les premières années de l'Algérie indépendante, et cette coopération qui a été considérable, au fond. Plus de 25 000 personnes.*

Au début, oui. Quand je suis arrivé en 1964, il y avait déjà eu des départs, il restait je crois 23 000 coopérants, dont évidemment une grande majorité était des enseignants. Mais il restait aussi dans tous les ministères des fonctionnaires français en coopération. Puis, peu à peu, le désengagement s'est fait. Les Algériens le souhaitaient naturellement, mais en même temps, ils essayaient toujours de garder, encore un an, encore deux ans, des forces dont ils n'avaient pas l'équivalent. Je crois que sur l'Algérie, ces cinq longues années de ma vie, si on ne veut

pas entrer dans trop de détails particuliers, je crois que nous avons à peu près vu l'ensemble. Dire peut-être encore à quel point la vie à Alger - vous connaissez probablement cette ville -, c'est une ville admirable, c'est une très belle ville de la Méditerranée, avec un site superbe. C'était quand même un grand privilège que d'avoir pour les siens ces très belles maisons, un climat sans doute tendu, difficile quelquefois, mais au total, très stimulant parce qu'on avait l'impression de contribuer à quelque chose qui reste pour moi tout à fait capital.

On m'a confié il y a quelques années la présidence de l'Association France-Algérie qu'avait créée Edmond Michelet en 1963. Elle avait un équivalent en Algérie qui était une Association Algérie-France, dirigé par l'ancien maire d'Alger. Personnellement, j'ai toujours pensé que la Méditerranée occidentale était pour nous la région où nous avions beaucoup de cartes : Maroc, Algérie Tunisie. Si on avait une union du Maghreb arabe, comme c'est en train de se profiler, et que nous puissions jouer un rôle un peu pionnier pour l'Europe du Sud, et donc pour la Communauté aussi, l'amener à cela, c'est tout à fait fondamental. Je crois qu'une France qui serait brouillée avec l'Algérie ou qui n'aurait pas ses positions fortes au sud de la Méditerranée serait diminuée dans ses capacités. C'est pourquoi j'ai toujours pensé cela, je l'ai pensé avant d'aller à Alger, tout au long de mon séjour en Algérie et je continue à le penser.

***Dans quelles conditions partez-vous à l'ONU ? Est-ce que c'est parce que l'Algérie est un pays tiers-mondiste et que le tiers-mondisme était en vogue à l'ONU à ce moment-là ?***

Peut-être pas tellement. Vous savez que je suis parti... C'est Jean Basdevant qui avait le sentiment que j'étais resté suffisamment longtemps dans un poste et qu'il fallait que je continue ma carrière. Très gentiment, il a en somme obtenu du ministre qui était, si je me souviens bien, Maurice Schumann, en 1969, de me confier la direction des Nations unies ici au 4<sup>e</sup> étage, qui était tenue par Guy de Lacharrière, un de mes camarades. Il était entré au Quai en même temps que moi, nous nous connaissions bien. Lui avait envie de prendre la direction juridique et c'est comme ça que je suis venu passer un an ici, à la direction des Nations unies. Pourquoi ? D'abord parce que mes vieux souvenirs des Nations unies m'y incitaient, et puis avoir une direction au ministère pour quelqu'un qui, à l'époque, était relativement jeune ministre plénipotentiaire, je crois que je suis passé ministre plénipotentiaire en 1968, c'était un beau poste. C'était aussi un petit peu, vu sous l'angle de Basdevant et de mes ambassadeurs précédents, une récompense pour cinq années merveilleuses mais un peu tendues.

On disait : il faut lui faire une gentillesse. On m'a donc confié cette direction qui m'a tout de suite passionnée. Je retrouvais naturellement des tas de gens que je connaissais de la première période de ma carrière et puis, c'était aussi ces années-là, les années où les problèmes de développement étaient effectivement devenus la partie la plus importante des Nations unies. Le Conseil de sécurité était relativement bloqué par la guerre froide, mais les parties, la CNUCED, les grandes organisations spécialisées étaient au premier plan. L'Algérie commençait déjà à jouer un rôle important, qui s'est concrétisé encore plus après 1971-1972-1973. Pour toutes ces raisons, je me sentais très à l'aise et j'étais très content d'ailleurs de l'équipe que j'ai trouvée là-haut. Je dois dire que cette année, ça a été un peu court, une année et demie, je suis resté de 1969 à début 1971, c'était court mais passionnant. Alors là, en réalité, c'est là que j'ai fait ce qu'on considérerait comme une bêtise pour une carrière, c'est de quitter cette direction où on m'aurait bien volontiers gardé. Maurice Schumann était très amical, on se connaissait de Londres, il avait de bonnes relations. Son directeur de cabinet est devenu également un ami, de longue date maintenant. J'aurais dû rester, mais j'ai été tenté par un départ. J'avais envie de retrouver New York, et comme Paul-Marc Henri devait quitter le

programme des Nations unies pour le développement, l'administrateur de ce programme, Paul Hoffman, ancien administrateur du plan Marshall, est venu me voir à Paris et m'a dit : est-ce que vous accepteriez de prendre la suite de Paul-Marc Henri ? J'ai accepté alors que le poste n'était pas un poste très clairement défini.

Le PNUD était en pleine réorganisation, il y avait eu tous ces changements dans les structures, j'ai passé un peu plus d'un an à New York dans une situation qui n'était pas aussi intéressante que ce que j'avais espéré. D'autant que Paul Hoffman a pris sa retraite pendant que j'étais là et que son successeur, Rudolf Peterson, ancien président-directeur général de la Bank of America, était un vrai banquier, alors que Paul Hoffman était un grand idéaliste. C'est devenu moins intéressant. D'autre part, je n'avais pas réussi à implanter ma famille à New York. Ma femme était restée avec les enfants à Paris. Donc, j'ai décidé que je ne voulais pas prolonger et je suis rentré à Paris en 1972. J'y suis rentré sans poste. J'y suis rentré parce que j'ai donné ma démission du PNUD et le département m'a accueilli avec grande gentillesse, comme toujours. C'était Jacques Viot qui était directeur du personnel à l'époque, qui m'a dit : « Vous êtes le bienvenu, mais bon, on n'a pas de poste pour vous, mais ça viendra, on va vous en trouver un. » J'ai eu cette période de deux ans, de 1972 à 1974 où je faisais de petites choses à droite et à gauche, mais pas de poste, ni de poste d'ambassade qu'on aurait pu me confier en revenant de là-bas, ni autre chose. J'ai présidé des délégations à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, je suis allé à Tokyo, j'ai fait des petites choses. J'étais resté en contact avec la direction des Nations unies bien entendu, qui était déjà dirigé par Jacques Leprette. Je me trompe peut-être. En tout cas, j'avais des relations, mais j'étais un petit peu en marge, en attendant qu'une offre me soit faite. Au fond, la première offre qui m'a été faite l'a été en 1974 par Pierre Abelin qui, au moment du changement de présidence, était devenu le ministre de la Coopération de Giscard et avait besoin de monter son ministère. Il a hésité à me proposer la direction de son cabinet. Il m'a finalement proposé un poste de chargé de mission auprès de lui, comme il y en a dans certains ministères. C'est un poste qui est un peu entre le directeur de cabinet qui a des tâches plus administratives et le ministre. J'étais donc dans une position très intéressante au point de vue travail puisque Pierre Abelin avait la gentillesse de me consulter pas mal sur sa politique. Il m'a fait faire beaucoup de voyages.

Alors vient une période courte, d'un an et demi, de 1974 à fin 1975 qui elle se termine très mal pour moi puisque pratiquement, on me met à la porte du ministère de la Coopération, sur un échec de négociation dans la fameuse affaire Claustre. Mais pendant la période 1974-1975, j'avais comme mission essentielle, confiée par Pierre Abelin de mettre sur pieds une équipe pour rédiger un rapport sur la politique de coopération de la France, ni le premier ni le dernier d'ailleurs, qui a finalement été publié en 1975, quelques semaines avant que je ne quitte moi-même le ministère. Pour faire ce rapport, j'avais suggéré et obtenu qu'on organise ce qu'on a appelé les missions de dialogue. C'est une partie très intéressante de ma vie parce que d'abord, ça m'a permis de bien connaître l'Afrique sub-saharienne puisque nous avons fait une douzaine de missions auprès des différentes capitales de l'Afrique francophone sub-saharienne, qui consistaient d'ailleurs à essayer d'obtenir du gouvernement de chacun de ces pays qu'ils nous disent très franchement ce qu'ils pensaient de la coopération de la France.

J'étais convaincu déjà, et je le suis encore aujourd'hui, qu'elle avait de gros défauts, qu'il y avait des réformes importantes à faire. Nous avons été plutôt confirmés dans cette idée par nos conversations avec les chefs d'État et les ministres. Le rapport qui est sorti, le rapport Pierre Abelin proposait des modifications, des réformes assez substantielles mais Abelin étant parti lui-même à la fin de l'année 1975, Jean de Lipkowski a pris sa succession et a mis le rapport au rancart, estimant comme d'ailleurs le président de la république de l'époque Valéry Giscard d'Estaing, qu'il était plus important pour la France d'avoir de bons rapports avec les

chefs d'État que de vraiment contribuer efficacement au développement des populations. Je dis ça un peu méchamment, mais je le pense depuis si longtemps que je ne peux pas faire autrement que de le dire. Voilà l'année Abelin. Elle a été très intéressante, même si les résultats n'ont pas été ce que j'en espérais.

Puis, il m'est arrivé cette histoire un peu absurde. Madame Claustre ayant été prise en otage par Hissène Habré (quelques années plus tard, un chef d'État a reconnu qu'il était apprécié par la France mais à l'époque il était un affreux rebelle) dans le Tibesti, Pierre Abelin était très gêné parce qu'on n'arrivait pas à terminer la négociation avec Hissène Habré. Plusieurs négociateurs s'étaient cassé les dents sur une revendication d'Hissène Habré qui était en effet inacceptable pour la France, qui était de lui fournir des armes. L'autre revendication, également très difficile à obtenir, c'était la libération de ses camarades prisonniers politiques de (François) Tombalbaye. Tant que Tombalbaye était président du Tchad, il se défendait féroce­ment contre toute libération de prisonniers. Puis il y a eu un changement, Tombalbaye a été assassiné et le général Malloum a pris sa succession. Mais le général Malloum, qui avait été parmi les prisonniers politiques dont Hissène Habré réclamait la libération, n'en a pas pour autant réussi à négocier avec Hissène Habré.

La négociation continuait et piétinait. Au mois de juin 1975, je sentais Pierre Abelin d'autant plus gêné que des journalistes et des photographes étaient allés au Tibesti et avaient réussi à tourner un petit film où on voyait Madame Claustre se lamentant parce que le gouvernement français ne faisait pas ce qu'il devait pour la libérer. J'ai dit à Pierre Abelin : si vous pensez que ça peut être utile, je suis tout prêt à tenter une négociation. Je suis allé là-bas. J'ai rencontré d'abord les collaborateurs d'Hissène Habré, puis Hissène Habré lui-même, avec Moucouni. Nous avons eu une négociation dans le désert et j'avais pas mal de choses à lui apporter, mais comme, simultanément (c'est une sombre histoire) le mari de Madame Claustre négociait des armes avec Hissène Habré avec de l'argent qu'il avait reçu des Allemands et qu'il avait confié à Pierre Claustre pour lui acheter des armes. Pierre Claustre avait besoin d'un avion pour aller là-bas, en même temps il y avait des journalistes sur place qu'on voulait faire sortir. On a donc favorisé le voyage de l'avion sans savoir que cet avion était destiné en réalité à aller chercher des armes au Ghana pour les amener dans le désert. Tout cela malheureusement s'est su, du côté du gouvernement tchadien qui a donc pensé que je les trahissais puisque j'acceptais d'être au moins complice d'une livraison d'armes à Hissène Habré. Il a donc exigé non seulement que ma négociation soit interrompue, a été très irrité contre le gouvernement français, et il y a eu une rupture assez violente entre la France et le Tchad, qui n'a été ensuite réparée que plus tard.

C'est Guy Georgy, ambassadeur à Tripoli, qui a finalement réussi à faire libérer Madame Claustre. Ma négociation avait échoué, elle m'avait beaucoup fasciné, ça n'est pas inintéressant d'aller se promener dans les déserts et de rencontrer des rebelles tchadiens. J'avais une drôle d'opinion d'Hissène Habré qui est un homme intelligent. Mais me voilà sur le sable. C'est surtout le président de la République qui a été très irrité par la façon dont ma négociation s'est achevée et qui a demandé à Pierre Abelin de se débarrasser de moi pratiquement dans les 24 h. Ce n'était pas agréable, mais en même temps, je comprenais que politiquement, c'était sans doute un geste à faire. Je suis resté deux bonnes années sans poste diplomatique. J'étais toujours ministre plénipotentiaire, je touchais mon traitement, je n'étais pas à plaindre, mais j'étais hors de course. Alors c'est à ce moment-là, tout de suite après mon départ de chez Pierre Abelin que Paul Dijoud, secrétaire d'État chargé des immigrés, qui créait un Office national pour la promotion culturelle des immigrés, dans une perspective qui n'est plus la perspective actuelle, qui est celle de garder des contacts avec les cultures d'origine, pour essayer que les immigrés rentrent chez eux, chaque fois que c'était possible, m'a

demandé si j'accepterais de présider cet office. Comme Paul Dijoud est quelqu'un auquel on ne résiste pas, très sympathique, il dirige la direction de l'Afrique. Donc j'ai accepté volontiers, d'autant que je n'avais pas d'autres occupations principales. J'ai présidé cet office pendant deux ans.

*Puisque le téléphone nous a interrompus, puis-je vous demander : dans cette affaire Claustre, vous aviez ressenti beaucoup de pression de la part du président de la République. Est-ce que vous avez ressenti à ce moment-là ce fait qui est bien connu sous la Ve République que la politique étrangère, et particulièrement la politique africaine, fait partie du domaine réservé ?*

Il faut dire que Pierre Abelin était, à l'origine (ensuite ils se sont brouillés puisqu'il est parti), mais il était très proche du président. Il avait une haute opinion du président de la République et il nous disait, ce qui nous amusait beaucoup, quand il revenait d'une réunion du Conseil des ministres : "Ce Giscard d'Estaing, c'est un vrai MRP", ce qui était pour lui le compliment le plus grand qu'on puisse faire à un homme politique. Donc ils étaient en bonnes relations, mais bien entendu, toute l'affaire Claustre a été réglée très largement par Journiac, qui était à l'époque l'homme Afrique de Giscard. On ne faisait rien sans consulter l'Élysée, ni non plus naturellement sans consulter le ministre des Armées qui devait être Yvon Bourges. Donc, entre la Défense, l'Élysée et Pierre Abelin, ça se jouait comme ça. Un peu en dehors de Matignon.

*Qui était à Matignon ? C'était Chirac.*

Oui, Chirac, qui a d'ailleurs aussi été au courant. Je me souviens de conversations à Matignon là-dessus. Mais enfin, les acteurs principaux étaient le président, Journiac, Pierre Abelin et Bourges, parce que naturellement nous avons besoin de Bourges puisque parmi les demandes d'Habré, il y avait pas mal de matériel qui ne pouvait être que du matériel militaire, là les Tchadiens étaient d'accord, des produits alimentaires, tout un lot de choses qu'on avait accepté de donner en échange de la libération. Les relations avec le président de la République, sans vouloir entrer d'aucune façon dans la vie privée de quiconque, étaient d'autant plus proches qu'il s'intéressait beaucoup au sort des journalistes qui étaient allés là-bas, dont certains étaient proches de lui. Il nous a à la fois poussés à réussir mais il a été furieux que des choses soient sues par le gouvernement tchadien qu'il n'aurait pas dû savoir. En réalité, il faut bien reconnaître que personne n'a vraiment empêché Pierre Claustre de faire cette petite combine qui aurait pu, si elle avait réussi, débloquer la situation. Certes Hissène Habré aurait eu quelques mitraillettes de plus, mais ce n'est pas encore ça qui lui aurait fait gagner la guerre, et Madame Claustre aurait été libérée. Bien entendu, il n'était pas question de le dire puisque vis-à-vis du gouvernement tchadien, nous ne pouvions pas armer les rebelles. Donc, si vous voulez, pour en revenir à votre question, oui, à cette époque, comme à toutes les époques que j'ai connues, quand il s'agissait de l'Afrique noire, il y avait une forte intervention de l'Élysée.

*N'allant pas jusqu'à l'action sur le terrain. Si je comprends bien, en définitive, vous êtes allé là-bas en voltigeur.*

Oui, si on veut, en voltigeur, en négociateur, mais appuyé par l'Élysée.

Journiac lui-même a fait une mission au Tchad pour obtenir qu'on puisse y garder un certain nombre d'installations militaires que Malloum aurait bien voulu voir disparaître.

### *Ces armes données par les Allemands, c'était quoi ?*

C'était très peu de choses. Les Allemands avaient donc donné de l'argent. Un Allemand avait été pris en même temps que Madame Claustre, avec sa femme qui a été tuée dans l'affaire. Lui était un proche du président de la République fédérale. Les Allemands ont donc très vite envoyé un négociateur avec beaucoup d'argent. Comme Habré ne demandait que de l'argent aux Allemands, sachant que les Allemands n'obtiendraient pas grand-chose de Tombalbaye, il a accepté cet argent et a libéré l'Allemand. Ce qui a d'ailleurs rendu furieux Pierre Claustre qui a dit : "Vous voyez bien qu'on peut libérer quelqu'un et ma femme, on ne la libère pas parce que vous n'êtes pas assez vifs dans vos négociations". Ceci a encore un peu envenimé l'affaire. Avec l'argent qu'il a confié à Pierre Claustre, celui-ci a essayé de se mettre en rapport avec des marchands d'armes clandestins. Il y est arrivé, non sans mal. Il a d'ailleurs écrit un livre là-dessus. Finalement, on lui a dit : "Si vous arrivez à avoir un avion, il y aura des armes que vous pourrez aller chercher au Ghana". Ces armes, c'étaient des mitrailleuses et quelques grenades je crois. Ce n'était pas grand-chose. Et encore, le malheureux a complètement raté son affaire parce qu'il a effectivement réussi à débarquer quelques mitrailleuses sur l'aérodrome de Habré, mais il n'avait pas de munitions. De sorte que non seulement, ça n'a pas réussi, mais Habré était encore plus furieux contre les négociateurs français. Sauf que le pauvre Claustre, quand il est revenu un peu plus tard avec Morel pour essayer de poursuivre la négociation, il est resté prisonnier lui aussi, il a été pris comme otage.

C'est une très sombre histoire. Je dois dire vraiment que j'ai été très impressionné par la qualité de Madame Claustre, tout au long. Elle s'est laissée un peu piéger par les journalistes et cette crainte du gouvernement français, mais à son retour, elle a été d'une discrétion parfaite, nous nous sommes vus naturellement et Pierre Claustre aussi. J'ai vraiment le sentiment que c'est une vraie archéologue, une femme d'une grande discrétion qui n'a jamais essayé de monnayer son histoire.

### *Vous avez donc lu l'ouvrage de Pierre Claustre.*

Oui, il m'a envoyé le manuscrit en me demandant ce que j'en pensais et si je trouvais qu'il y avait des passages inexacts me concernant. Je lui ai dit que non, que je trouvais que ce qu'il disait correspondait certainement à la vérité, que je n'avais rien à dire là-dessus, mais que je lui déconseillais de le publier, estimant qu'il ne faisait que ranimer des vieilles plaies bien inutiles. Je crois en effet qu'il a eu tort de le publier parce que ça l'a en particulier brouillé à mort avec sa belle-mère, parce qu'il en disait du mal... (rires).

Nous sommes donc à l'Office national pour la promotion culturelle des immigrés. C'est aussi une expérience que je ne regrette pas du tout, encore qu'elle ait été assez triste pour moi. C'est M. Guggenheim qui était le directeur et faisait ce qu'il y avait lieu de faire. Moi j'étais le président d'un conseil d'administration, je me bornais à l'aider. Comme je n'avais rien d'autre à faire, je passais quand même une bonne partie de mes journées sur le boulevard de Grenelle où l'office avait ses bureaux. Tragiquement, il est mort d'un cancer juste à la fin de son mandat et au moment où moi-même je venais d'être nommé en poste à Genève. Durant ces deux années, il a été merveilleux, il a fait un travail remarquable avec très peu d'argent, mais

avec beaucoup d'énergie. Ce n'était pas un gestionnaire absolument rigoureux, de sorte que nous avions de temps en temps des petits problèmes financiers à résoudre, mais on arrivait à peu près à s'en tirer. Il avait auprès de lui quelqu'un que j'avais bien connu à Alger puisqu'il y était en même temps que moi, qui était Jacques Rose, qui a été conseiller culturel au Maroc, en Algérie, en Egypte puis qui s'est beaucoup occupé d'immigrés. Il était avec nous dans cet Office national.

Qu'est-ce qu'on essayait de faire ? On essayait d'avoir des contacts avec les ambassades des pays d'origine, notamment naturellement Algériens, Marocains, Tunisiens, mais aussi Sénégalais, Ivoiriens, etc. Des contacts avec les associations d'immigrés en France, avec les Italiens, les Espagnols, les Portugais. Les Portugais étaient très nombreux à l'époque, ils n'étaient pas encore dans le marché commun, donc ils étaient encore des étrangers au sens plein du terme, et il y avait 800 000 Portugais travaillant en France. Notre tâche, qui était donc liée à Paul Dijoud puis à Lionel Stoléro qui ont été les deux ministres successifs chargés de l'immigration, consistait à favoriser tout ce qui était expression culturelle des immigrés. Faire venir en France des troupes originaires de ces pays, donner aux associations la possibilité d'avoir leur propre troupe, leurs groupes musicaux. Nous avons en particulier été à l'origine de l'émission de télévision sur FR3 qui s'appelait « Mosaiques » à l'origine, ensuite « Rencontres » qui était destinée à aider les immigrés se trouvant en France à ne pas perdre le contact avec leur culture d'origine. C'était donc la politique qui est maintenant remise en question, à juste titre, mais qui souhaitait ne pas assimiler des étrangers se trouvant en France, mais en faire des groupes gardant le contact avec leur pays d'origine, apportant d'ailleurs à la société française la culture de leur pays d'origine.

C'était l'époque où on a mis en place les ELCO, les enseignants des langues et cultures d'origine. C'était cette perspective, il y a déjà trop d'immigrés en France, on venait de bloquer en 1974 le nouveau flux d'immigration. Plutôt que d'attirer de nouveaux immigrés, il faut que les immigrés qui sont ici, gardant le contact avec leur pays d'origine, puissent rentrer chez eux, notamment retrouver leur famille, ne pas être dépaycé au point de vue linguistique, etc. Voilà le travail que nous avons fait pendant cette période, de 1975 à fin 1976.

J'ai eu encore un petit épisode dans ma carrière (vous voyez qu'elle n'est pas du tout classique). Fin 1976, Stoléro avait remplacé Dijoud. Stoléro n'avait pas tout à fait les mêmes idées que Dijoud sur ce que devait faire l'office, et je lui ai dit très amicalement, mais très nettement : vous avez une nouvelle politique, je crois que je vais laisser ça à un successeur, nommez quelqu'un d'autre, je vous donne ma démission. Me trouvant à nouveau libre, bien que j'avais des relations très amicales avec Claude-Pierre Brossolette qui était à l'époque secrétaire général à l'Élysée, et que j'étais allé voir de temps en temps (puisqu'on se connaissait de Londres où il était un petit garçon et moi déjà plus adulte), en lui disant : écoute, c'est quand même idiot de ne pas me donner un poste, fais-moi nommer quelque part. Il disait : on avait pensé à l'Argentine, ce n'est pas pour toi. Toi, ce sont les Nations unies et dès qu'il y aura un poste aux Nations unies, je veillerai à ce qu'on t'y nomme. Bon, mais ça n'était toujours pas fait et, en janvier 1977, j'ai fait la connaissance d'Hélène Ahrweiler<sup>4</sup>, qui était à l'époque présidente de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et m'a dit : vous êtes libre, venez auprès de moi pour vous occuper des relations internationales de l'Université de Paris I. Pendant six mois, j'ai fait cela. C'était un travail très neuf pour moi, très intéressant.

---

<sup>4</sup> Hélène Glykatzi, épouse Ahrweiler, née le 29 août 1926 à Athènes (Grèce), est une médiéviste et universitaire française d'origine grecque, spécialiste en études byzantines.

J'ai toujours été un peu entre l'éducation et la diplomatie. Alors finalement, en juillet 1977, j'ai été nommé à Genève auprès des Nations unies.

Là, nous abordons la dernière partie de ma vie diplomatique que j'ai quittée en 1981. Pas tout à fait puisque je suis revenu en 1981 pour un an à Paris comme délégué interministériel chargé de la Coopération. Ensuite, j'ai été nommé à la Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel en 1982. Mais enfin, mon dernier poste et peut-être le plus intéressant, forcément, plus on avance en âge, plus les postes deviennent intéressants. Cela a été Genève de 1977 à 1981.

***Est-ce qu'on peut considérer que Genève est un grand centre diplomatique, maintenant qu'il y a l'ONU, New York, les grandes capitales, etc. ? Comment se situe Genève et comment situer votre propre mission ?***

Le poste de New York est plus prestigieux parce que nous sommes membres permanents du Conseil de sécurité et que le Conseil de sécurité est quand même, bien qu'à l'époque il était encore très bloqué, le lieu prestigieux des Nations unies. C'est là que se tient l'Assemblée générale, une fois par an. C'est évidemment là que les choses se passent. Il faut reconnaître que Genève est au fond plus intéressant au point de vue diplomatique pour plusieurs raisons. D'abord parce que s'y trouvent non seulement les Nations unies dans une partie intéressante de leurs activités : les droits de l'homme ; la commission économique pour l'Europe qui a été longtemps le vrai lien est-ouest pendant toute la guerre froide ; la CNUCED, c'est-à-dire quand même le centre des activités de développement, plus fort, plus important à l'époque que le Conseil économique et social ou que l'Assemblée générale ; le Haut-commissariat pour les réfugiés ainsi que le CICR qui ne fait pas partie de la famille des Nations Unies mais qui est quand même très proche de toutes ses activités ; l'UNGRO, c'est-à-dire l'organisme des Nations unies qui s'occupe des catastrophes naturelles ; les Nations unies proprement dites.

Il y a donc une part du secrétariat des Nations unies qui n'est pas la moins intéressante. Le GAPS, qui n'est pas aux Nations unies mais qui est à Genève et a quand même une grande importance, et puis surtout certaines des plus importantes institutions spécialisées : l'Organisation internationale du travail, qui a un rôle important ; l'Organisation mondiale de la santé ; l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ; l'Union internationale des télécommunications ; l'Organisation météorologique mondiale... Ça a l'air très technique, mais en réalité, dès qu'une technique est gérée internationalement, les problèmes politiques s'y posent. Qu'est-ce qu'il faut faire vis-à-vis de l'admission de la Chine ou pas ? Qu'est-ce que l'Union soviétique essaie de faire dans tel endroit ? Ça n'est jamais purement technique du moment que c'est intergouvernemental. Alors c'est dire que le bloc d'activités de Genève est beaucoup plus varié et d'une certaine façon a une importance, pour chacun des pays membres, qui est probablement équivalente à New York. Il y a beaucoup plus de fonctionnaires internationaux à Genève qu'il y en a à New York. À New York, il y a le secrétariat général, et c'est tout.

Concernant les institutions importantes des États-Unis, la Banque mondiale et le Fonds monétaire, sont à Washington. C'est très important. Pour toutes ces raisons, sans vouloir exagérer parce que c'est vrai que New York est un poste plus intéressant sans doute au point de vue de la carrière. Mais Genève est quand même devenu au fil des ans un poste intéressant pour un diplomate. Surtout pour un diplomate un peu inhabituel, ce que je me sens quand même être, c'est-à-dire qui ne s'intéresse pas strictement aux relations politiques, mais aussi

aux problèmes économiques, aux problèmes d'immigration, de réfugiés, des droits de l'homme, etc. Ça a toujours fait partie de ma vie, et donc je retrouvais à Genève un terrain très intéressant. J'avais un prédécesseur que j'aime beaucoup, Jean Fernand-Laurent qui lui aussi était très préoccupé par tous les problèmes sociaux, droits de l'homme. J'ai eu un successeur, Robert de Souza, qui était lui plus diplomate traditionnel, mais tout récemment encore... Aujourd'hui, il y a Bernard Miyet qui était un de mes collaborateurs et pour lequel j'ai une grande admiration, il travaille très bien. Et avant lui, il y avait Jean-David Levitte qui est également un excellent diplomate et a beaucoup aimé sa vie à Genève.

***Vous étiez le chef de la délégation française, le représentant de la France auprès des Nations unies à Genève, une représentation sur le plan diplomatique, une représentation permanente de la France auprès des Nations unies à Genève, exactement comme à New York.***

C'est ça, c'est le même type de poste. On est accrédité auprès du secrétaire général des Nations unies. On présente sa lettre de nomination, une accréditation comme auprès d'un gouvernement, c'est le secrétaire général adjoint chargé du bureau de Genève qui reçoit votre lettre, mais c'est le secrétaire général de New York qui vous accrédite. En même temps, on est accrédité auprès de tous les directeurs généraux de toutes les institutions, y compris le CICR. La première chose qu'on fait en arrivant, c'est de faire connaissance de tous ces messieurs dames qui ont des postes importants, internationaux.

Tous les ans, il y a la Conférence internationale du travail, c'est une énorme machine, l'Assemblée mondiale de la santé. Évidemment, comme les diplomates ne sont pas des spécialistes ni des techniciens, on a pour chacune de ces organisations un représentant de la France auprès de l'Assemblée mondiale de la santé, par exemple. Pour le travail, c'était M.<sup>5</sup> qui était président du Conseil économique et social pendant une période de ma vie là-bas. Dans l'intervalle des sessions, c'est évidemment l'ambassadeur et ses collaborateurs qui maintiennent les relations avec toutes ces institutions.

***Est-ce qu'on n'a pas l'impression d'avoir un travail un peu parcellisé, dispersé, étant donné ces multiples organisations ?***

Tout à fait, c'est une constante diversité de choses à faire. Chaque représentant permanent a ses préférences et attribue à des collaborateurs ce qu'il n'a pas envie de faire lui-même, bien sûr, comme partout, mais là, c'est peut-être encore plus net. Comme il n'y a pas un gouvernement avec lequel on travaille, mais qu'il y a une multiplicité d'instances. Par exemple, moi-même, pendant toute cette période, j'ai donné la priorité à la CNUCED qui m'intéressait beaucoup, au Commissariat pour les réfugiés où j'ai beaucoup siégé au Comité exécutif et aux Droits de l'homme. C'étaient les trois dimensions, alors que j'avais un collaborateur, Bernard Miyet, qui suivait la Commission économique pour l'Europe, très intéressante aussi, ce qui ne veut pas dire que je n'y étais pas. Quand il y avait des sessions, c'était forcément l'ambassadeur qui était obligé d'aller aux réunions de concertation.

---

<sup>5</sup> Mot manquant

On a eu des histoires terribles avec les Soviétiques pendant tout un temps parce qu'ils n'acceptaient pas la Communauté, ils ne voulaient avoir affaire qu'à des pays. Nous, nous voulions qu'ils acceptent la Communauté. Ça fait partie de ces discussions qu'on a. Mais si vous voulez, on est quand même obligatoirement mêlé à tout, de sorte que c'est un métier épuisant. À la CNUCED où je me suis beaucoup investi, à un moment donné, j'ai été le porte-parole du groupe des pays de l'OCDE, le groupe B de la CNUCED pour la négociation sur le fonds commun des produits de base, et nous avons des sessions qui duraient jusqu'à 2 h du matin. J'avais comme interlocuteur l'actuel ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, (Ali) Alatas, un interlocuteur tout à fait merveilleux, mais il fallait discuter et obtenir des concessions de part et d'autre. C'est vraiment un métier de négociation. En Algérie aussi c'étaient des négociations. Mais je vois mes collègues qui sont dans des ambassades. C'est assez rare qu'on négocie. On discute, mais la vraie négociation où on est assis, on fait des propositions, l'autre est en face, et on arrive à se mettre d'accord, ça n'est pas tellement fréquent. Ça m'a beaucoup intéressé.

### *C'était encore une fois le multilatéral.*

Oui, tout à fait. C'était le multilatéral, c'est-à-dire que d'une part, on était très liés aux ambassades, aux représentations de pays voisins, par exemple la Communauté négociait au GATT, donc le représentant de la France n'avait pas vraiment voix au chapitre. On se réunissait dans ce que nous appelons le bunker à Genève entre pays de la Communauté pour se mettre d'accord, mais ensuite, c'était le représentant de la Communauté qui allait négocier avec les autres pays au sein du GATT.

### *Vous y assistiez ?*

J'ai assisté quand c'était vraiment à un niveau important, sinon je laissais faire beaucoup le représentant de la France au GATT qui a toujours été là. C'était Mouton<sup>6</sup>, de mon temps. Il venait de la direction des Relations économiques. Si vous voulez, les réunions à Genève étaient beaucoup des réunions entre diplomates d'un groupe avant d'aborder l'autre groupe. Le groupe des 77 pour la CNUCED, le groupe des négociations sur les droits de l'homme avec les pays en voie de développement après s'être mis d'accord entre pays industrialisés. Notamment, pendant toute la période où j'y étais, la Communauté était déjà très soudée. Et c'est encore le cas maintenant. J'y suis retourné récemment puisqu'on m'a demandé de présider la délégation française à la Commission des droits de l'homme au début de cette année. J'ai bien vu que les réunions se tenaient essentiellement à douze, avec cette difficulté que tous les douze ne sont pas membres de la Commission, mais les douze ont envie de participer à la discussion. Il faut donc les voir à douze et ensuite les quatre ou cinq qui sont membres de la Commission vont parler, puis entre pays occidentaux, avec les Américains, les Canadiens, et ensuite on rencontre le groupe de Rio. Tout ça existait déjà du temps de ma présence là-bas.

### *Est-ce qu'il y a des qualités plus particulières pour un diplomate agissant dans un cadre multilatéral ou dans un cadre bilatéral ?*

---

<sup>6</sup> Jean Mouton dit Mouton-Brady.

Oui, je crois que ce sont deux diplomaties assez différentes et je crois qu'elles sont mutuellement stimulantes, de sorte que je conseille toujours à des jeunes collègues de faire un temps dans le multilatéral. Dans le multilatéral, on aborde quand même davantage des problèmes mondiaux, que ce soit par exemple maintenant l'environnement. Ça se traite multilatéralement, la santé, les réfugiés... Alors que la diplomatie bilatérale qui est quelquefois très prestigieuse, être ambassadeur à Washington c'est merveilleux, important, intéressant, mais, finalement, les grandes décisions sont prises à Paris et l'ambassade est souvent plutôt une merveilleuse hôtellerie où on reçoit beaucoup de gens de passage. Quand on est dans un très grand poste, généralement, les ministres viennent fréquemment. C'est moins vrai à Genève, les ministres se déplacent, mais moins fréquemment. Donc, la liberté de manœuvre d'un multilatéral est considérable. S'il a des idées fortes sur quelque chose qu'il a envie de faire, et s'il s'entend bien ici avec le directeur des Nations unies, il n'y a pas beaucoup d'obstacles, il n'y a pas beaucoup de gens qui pensent autrement ou qui auraient envie d'intervenir. C'est en tout cas le sentiment que j'ai eu et c'est pour ça que j'ai beaucoup aimé ma période multilatérale. Il est évident aussi que, comme vous le disiez, c'est plus dispersé. On a peut-être moins le sentiment que l'on peut avoir dans un poste bilatéral, d'infléchir la position d'un gouvernement et de faire prévaloir des intérêts français. Par exemple, faire prévaloir les intérêts français en multilatéral, bien sûr, c'est pour ça qu'on est là, c'est bien l'objectif, mais on sent bien aussi que les intérêts français ne peuvent pas facilement se distinguer des intérêts européens, des intérêts de la communauté internationale. On est donc d'une certaine façon peut-être un peu plus objectif dans les thèses que l'on défend. C'est moins lié à une volonté obstinée d'un intérêt national particulier.

***On doit céder plus facilement alors.***

On est obligé de tenir davantage compte des vues des autres, et par conséquent, c'est presque toujours une négociation sur deux fronts : négociation vis-à-vis de Paris pour dire : là, vraiment, il faudrait accepter tel texte, ce qui était déjà mon rôle quand j'étais à la direction des Nations Unies et que j'avais comme ambassadeur à New York des gens prestigieux comme de Guiringaud par exemple, qui savait très bien ce qu'il voulait et essayait de l'obtenir, par mon canal, des autorités françaises. Donc, on négocie à la fois avec les interlocuteurs à qui on dit : ça, ça n'est pas possible, et avec le gouvernement français, il faut céder un peu.

***Est-ce qu'il y a un intérêt réel du ministre ou du président de la République pour ce qui se passe, dans un cadre multilatéral, comme à l'ONU ?***

Cela dépend beaucoup, d'abord des hommes dont il s'agit. Quand on est dans le multilatéral, on est toujours très heureux que le ministre vienne, voire le Premier ministre. Quand Michel Rocard est venu un moment présider la délégation française à la Commission des droits de l'homme, on s'est dit : formidable, le Premier ministre s'engage lui-même. Le président vient de temps en temps rendre visite. On a eu la visite du président Mitterrand à Genève, aussi celle de Giscard. Giscard d'Estaing est venu pour une chose qui s'est passé au CICR, un prix qui lui est était remis. Je l'ai donc accueilli à l'ambassade à Genève. C'est naturellement le moment où on est très heureux d'être reconnu par le président de la République. Mais c'est vrai que ni le ministre, ni le Premier ministre, ni le président ne suivent au jour le jour ce qui se passe là. Alors qu'au Conseil de sécurité, c'est plus politique. Donc on peut être davantage

sûr qu'avant d'émettre un vote au Conseil de sécurité, on s'assure que le ministre est bien d'accord et le ministre peut bien vouloir s'assurer que le président est d'accord.

***Quels sont alors les garde-fous pour empêcher qu'éventuellement un ambassadeur fasse sa propre politique ?***

Il n'y en a guère. C'est rare qu'un ambassadeur veuille faire vraiment sa propre politique. Mais vous avez raison de poser le problème. On peut dire qu'un ambassadeur qui aurait une idée nette sur quelque chose qui lui paraît important, pas dans son intérêt personnel mais dans l'intérêt de la France, s'il en est très convaincu, il a bien des moyens de faire prévaloir son point de vue vis-à-vis du gouvernement français. C'est peut-être presque plus vrai pour un bilatéral. J'ai vu beaucoup d'ambassadeurs qui étaient devenus un petit peu l'ambassadeur du pays de la résidence auprès du gouvernement français. Quand on est en Turquie par exemple, et qu'on voit que le gouvernement français fait des gentillesse à la Grèce, on dit : écoutez, non, quand même, il faut défendre les intérêts de la Turquie. Oui, c'est parce que vous êtes en Turquie ! Non pas du tout, c'est dans l'intérêt supérieur de la France. Et vice versa.

***La diplomatie multilatérale de nos jours a pris une place importante. Elle draine de plus en plus les meilleurs éléments du quai d'Orsay. Jean-Pierre<sup>7</sup>, lorsque nous l'avons interrogé, nous a dit que dès 1945, il avait senti l'importance que prendrait le multilatéral et s'était en quelque sorte spécialisé dans ce genre de diplomatie. Est-ce que vous avez eu le même sentiment ? Est-ce que vous pensez qu'il est nécessaire de se spécialiser dans ce type de diplomatie ? Est-ce que les diplomates actuels sont suffisamment formés aux difficultés de la diplomatie multilatérale ?***

Je crois que c'est une bonne question sur laquelle il faudrait réfléchir. Il me semble que le multilatéral a en effet ses propres contraintes, et peut-être on peut se former à ces contraintes. Je ne pense pas qu'il faille spécialiser quelqu'un exclusivement, ni dans le multilatéral, ni dans le bilatéral. Justement le multilatéral est devenu tellement important qu'un diplomate qui ne fait plus que du bilatéral perd quelque chose. À l'inverse, un diplomate qui ne ferait que du multilatéral, je pense que même s'il devenait très calé en multilatéral, il perdrait quelque chose, et peut-être même risquerait-il de ne plus connaître aussi bien les intérêts majeurs de la France que s'il a une partie de sa carrière en bilatéral. Donc, si vous voulez mon conseil, si tant est qu'on peut donner un conseil, ce serait de faire travailler les diplomates assez tôt dans leur carrière en multilatéral, parce que ça leur donne un contact avec tous les pays partenaires, ce qui est quand même un grand avantage. En multilatéral, vous avez vraiment toutes les délégations présentes, toutes les représentations. En bilatéral, ça n'arrive que si on est déjà dans un grand poste où il y a toutes les représentations de tous les pays. Dans un multilatéral, on en est assez sûr. De plus, en multilatéral, on traite volontiers de problèmes qui ne sont pas seulement des problèmes de diplomatie traditionnelle, mais beaucoup de problèmes techniques. C'est aussi un bon entraînement. Je dirais, commencer par du multilatéral, c'est bien. Faire ensuite du bilatéral, c'est excellent, c'est nécessaire. Et puis revenir plus tard dans sa carrière dans un grand poste multilatéral, c'est certainement un bon couronnement de carrière parce que quelqu'un qui a bon entraînement de diplomate, qui est devenu un négociateur assez sûr de lui, peut vraiment jouer un grand rôle.

---

<sup>7</sup> Nom inaudible

D'ailleurs, c'est un peu ce qui se passe, tout en faisant abstraction modestement de mon cas personnel, mais beaucoup de diplomates français ont terminé leur carrière à New York, ou ont eu à New York un passage qui les a ensuite amenés à des postes très importants, voire comme Monsieur de Guiringaud au poste de ministre des Affaires étrangères. Sauvagnargues n'a pas fait de multilatéral. Voilà comment je répondrais à votre question.

*Je crois que c'est une très bonne conclusion à nos entretiens. Je tiens à vous en remercier beaucoup parce que vous avez répondu avec toute la netteté possible.*

Merci à vous.

Fin de l'entretien